

Entreprises et biodiversité, actions collectives pour un territoire vivant

TEXTE ÉCRIT PAR FRÉDÉRIC DENHEZ

C'est au sein du château de Landebaudière en Vendée que les quatorzièmes ateliers du développement durable des territoires se sont tenus les 16 et 17 juin 2021. Un cadre judicieusement choisi pour entendre les entreprises de la région Pays de la Loire échanger de ce qu'elles font en matière de préservation de la biodiversité. Propriété de la communauté de communes du Pays de Mortagne, le château est le siège de l'Association Demain Vendée, dont les moyens techniques ont permis la tenue de ces ateliers, à la fois en présence des intervenants, et à distance pour les participants. Un petit plateau télé organisé par le CPIE Sèvre et Bocage pour le compte de l'Union Régionale des CPIE des Pays de la Loire.



UNION RÉGIONALE
PAYS DE LA LOIRE



SÈVRE ET BOCAGE

Au congrès de l'UICN qui s'est tenu à Marseille début septembre 2021, on a demandé aux États que leurs plans de relance post-Covid n'oublient pas la nature. Beaucoup plus intéressant, les penseurs de la conservation des espèces ont enfin affirmé que désormais, il ne faudra plus exclure les populations des aires protégées : en France comme en Amazonie ou en Zambie, elles ont leur mot à dire et doivent être intégrées à la gestion des aires protégées pour éviter qu'elles ne se sentent rejetées. Une évidence ? Non : la plupart des gouvernements et des grandes associations de protection de la nature imposent et s'étonnent ensuite que les «gens» aient l'impression que protéger la nature, c'est la mettre sous cloche.

La biodiversité, c'est aussi les humains. Qui abîment mais aussi protègent. C'est un patrimoine, aussi important que le patrimoine culturel, historique,

artisanal. Les hommes ont participé à son élaboration, car dans nos pays, toute la nature est issue de leur travail. Protéger la nature ne peut donc se faire que là où elle est avec les gens qui s'y trouvent. À une échelle plus grande, elle est impossible sans les systèmes économiques qui l'utilisent. On pense aux agriculteurs, et on a raison, car ils en sont les premiers praticiens. On oublie les entreprises, qui oublient elles-mêmes que la plupart d'entre-elles dépendent de la biodiversité pour leur business. « *Si la dépendance de l'agriculture à la biodiversité est une évidence, nous observons que la biodiversité s'avère être également une condition d'existence des entreprises, en tant que source de matières premières, source de revenus, et, on n'y pense pas, comme source d'un environnement de travail et d'attractivité pour les salariés...* » analyse Laurent Desnouhes, le directeur du CPIE Sèvre-et-Bocage.

LA VENDÉE EN AVANCE

La Vendée a des entreprises dans ses bocages. J'ai pu en rencontrer une bonne centaine (en ajoutant celles des Mauges, de Mayenne et de Sarthe) lors de mes pérégrinations ayant abouti à la rédaction des trois volumes de Territoire, entreprises, environnement, publiés par l'Union régionale des CPIE Pays de la Loire, avec l'appui de la région Pays-de-la-Loire. J'en vois bien d'autres, chaque année lors des débats que j'anime.

Au fil des ans, le fort peu naïf que je suis a vu le changement. Par exemple, ce jour de juillet 2018 où les plus grosses entreprises de France, réunies chez Good Planet, la fondation de Yann Arthus-Bertrand, avaient en présence de l'alors ministre de l'écologie Nicolas Hulot et de presque toutes les grosses associations de protection de la nature françaises, signé « Act for Nature ». Soit un engagement aussi solennel que concret en matière de biodiversité, parfois superficiel, souvent précis et d'ampleur, pris par des entreprises qui, lassées d'attendre la fixation d'objectifs par l'État, s'en sont données elles-mêmes. De l'inédit, sous le regard d'associations et de scientifiques qui ne manqueront pas de désigner les signataires à la critique des réseaux sociaux si ces projets ne se révélaient être que des bonnes intentions. Déjà, des bilans ont été faits, accessibles sur le site d'Entreprises pour l'environnement (EpE), l'association à l'origine d'Act4Nature, on peut y apprécier la réalité des engagements des plus grosses boîtes françaises. L'Office français de la biodiversité a récupéré les entreprises signataires présentes uniquement en France : ce sont les EEN, les « entreprises engagées pour la nature. »



« Dans l'ensemble, je vois des actions menées qui dépassent le périmètre des entreprises. Elles investissent leur territoire. »

Laurent Desnouhes

En fait, depuis huit ans, je constate un grand changement. En France, en Pays de la Loire et en Vendée. Laurent Desnouhes également. « *En l'espace de quelques années, il y a eu une réelle montée en gamme, avec des moyens, mis en œuvre par des gens désintéressés qui ne font pas que de la com* », constate-t-il. « *Ce genre de manifestation, il y a dix ans, avec une telle pluralité d'entreprises, aurait été impossible à organiser.* » Entre-temps, le sujet de la nature est devenu un objet social largement médiatisé, encore qu'il reste très loin derrière le changement climatique. « *Dans l'ensemble, je vois des actions menées qui dépassent le périmètre des entreprises. Elles investissent leur territoire.* »

UN PARC D'ACTIVITÉ VERT, C'EST POSSIBLE

Travaillant depuis des années avec elles, le CPIE Sèvre et Bocage est un bon observateur de l'acculturation environnementale des entreprises. De l'intégration d'une dose plus ou moins élevée d'écologie dans leur façon de travailler.

Cela est venu notamment de la discussion entre elles, et entre les entreprises et les collectivités. Par exemple, le parc d'activités du Bois-Fleuri de La Chevrolière, en Loire-Atlantique. Construit il y a quarante ans sur 28 ha, étendu depuis 2015 à 38 ha, il était bien de son époque. Triste, banal comme une autre zone d'activités. « *On s'était dit qu'il fallait le rendre perméable à la faune et la flore* », explique Pierre Lavoix, l'animateur de l'association créée par 11 entreprises du parc, l'Inter-entreprises du Parc d'Activité Durable du Bois fleuri de La Chevrolière (lePad). « *En 2015, il y avait déjà un projet de réhabilitation porté par la communauté de communes de Grand-Lieu, qu'elle avait fait dans son coin, sans consulter les entreprises. Alors, on s'est réunies pour en causer, et parmi nous, il y avait Armor, la plus grosse société, qui avait déjà un programme RSE solide.* » La discussion a abouti à la création de cette association, et à des réalisations concrètes obtenues par la mutualisation des moyens.

Aux classiques sujets des déchets, des économies d'énergie et de la mobilité des salariés, s'est ajoutée celle de la biodiversité. L'IlePad a ouvert... un gîte : la Gestion de l'Intégration Territoriale et Environnementale est un projet visant à faire du site rien moins qu'un lieu de découverte de la nature pour les salariés et les citoyens. Selon M. Lavoix, cela participe à la qualité de vie au travail des premiers et à l'acceptabilité du site par les seconds. *« Pas seulement, d'ailleurs, car on est arrivé à la réflexion que la nature, la biodiversité, permettait de gérer différemment les eaux pluviales, en limitant le ruissellement, et d'apporter de la fraîcheur en été, notamment avec les milieux humides. »* L'un d'entre eux a été remis en eau, des bassins de phytoépuration ont été créés, des haies ont été plantées.

Il a tout de même fallu convaincre, car là comme ailleurs, il n'y a dans la population que 20 % de personnes motivées par le sujet. *« La même proportion est opposée, il reste 60 % de gens indécis. C'est vers eux qu'il faut faire de la pédagogie, qu'il faut emmener avec soi. (sic) »* Les irréductibles réclameraient en effet trop d'énergie, pour un résultat très aléatoire. *« Il faut dire que ce genre de dialogue collectif, à propos qui plus est de la nature, change la posture du dirigeant, qui a en tête l'image ancienne d'un parc d'activités propre, bien tondu, soumis aux démarches qualités du monde industriel et aux réglementations du travail qui font croire qu'une pâture, c'est un risque incendie augmenté et un risque de piquûres d'insectes ! »* L'association d'entreprises travaille en lien avec le CPIE Logne et Grand-Lieu et la communauté de communes. *« C'est ce qu'on attend d'une collectivité : de nous faciliter les choses, et cela a été fait. »* Aujourd'hui, le parc, installé à l'est du

« Il faut dire que ce genre de dialogue collectif, à propos qui plus est de la nature, change la posture du dirigeant »

M. Lavoix

lac de Grand-Lieu, est branché sur la voie verte et est reconnu par la LPO comme un refuge.

Le Bois-Fleuri a été précurseur car en juillet 2021, l'association Afilog, qui représente la plupart des acteurs de l'immobilier logistique présents sur le territoire national, a signé avec les ministres de l'écologie et de l'économie une charte « de performance environnementale et économique » qui avance des choses étonnantes : privilégier les friches à la terre agricole, infiltrer dans le sol dès 2023 100% des eaux pluviales et « planter des haies champêtres composées d'arbres et d'arbustes sur deux rangées, sur un linéaire au moins équivalent à 50 % de la limite de propriété, et s'inscrivant dans la continuité de la trame verte locale. Dans le cadre de l'axe 3 du plan gouvernemental en faveur des insectes pollinisateurs et de la pollinisation, au moins 50 % des linéaires de haies est composé d'essences favorables aux pollinisateurs. » Cela dit,

comme les promesses électorales, les chartes n'engagent que celles et ceux qui y croient, mais elles indiquent aussi que les temps sont en train de changer. En échange de ces engagements, l'État s'engage dans la charte à « respecter les délais des procédures d'enregistrement et d'autorisation permis par les textes en vigueur... » On veut bien faire des efforts, mais ne nous assommez pas de bureaucratie. Donnant, donnant.

DES CONTRATS AVEC LA RÉGION

Élue référence biodiversité à la CCI régionale, vice-présidente du Ceser des Pays de la Loire et présidente d'Axions 21, Marie-Jeanne Bazin a mis en place une démarche de prospective à l'horizon 2050 : comment accélérer la prise en compte de la nature dans les entreprises ? « La porte d'entrée est les déchets et l'énergie. Cela a permis de se frotter à la question clé de l'économie » se souvient celle qui a quitté le service public pour fonder sa société qui accompagne les entreprises sur les questions d'environnement. « L'entreprise d'aujourd'hui doit comprendre que si elle a besoin de la nature pour vivre, elle a aussi des devoirs vis-à-vis d'elle. »



Derrière cette parole à tout faire, que l'on entend souvent dans les colloques, il y a le concret des achats : prenant en compte la recherche des ressources les mieux durables, réfléchissant à l'écoconception des produits, le service achats d'une entreprise peut - et devrait - envoyer un signal clair aux fournisseurs tout en se verdissant. Un effet de boule de neige qui irait grossissant à mesure que le nombre d'entreprise s'interrogeant sur l'origine et la conception des produits qu'elle achète augmente d'une année à l'autre. « *Au sein de la CCI, on a un groupe de travail avec la région notamment sur le Zéro Artificialisation Nette : identifier les friches, densifier et intensifier les usages, favoriser la multifonction des bâtiments, tout cela pour préserver le vivant et les ressources naturelles* » et atteindre, peut-être l'objectif national du Zéro artificialisation Nette.

La région aide financièrement les entreprises via son Contrat nature, un outil politique dont le but est de restaurer les continuités écologiques, les corridors de nature, les trames vertes et bleues coupées en pointillé par l'urbanisation. À l'est de la Vendée, là où les bocages couturent le paysage, c'est le CPIE Sèvre-et-Bocage qui pilote ce contrat nature, premier du genre (pour la période 2016/2020). « *Notre territoire d'intervention est dynamique, il est plein de petits pôles économiques ce qui est un atout formidable,* » reconnaît Laurent Desnouhes. La Vendée est en plein emploi grâce à un tissu dense de PME implantées à la campagne, qui considèrent depuis quelques années que le bocage est à la fois le pilier du bien-être de leurs employés et un élément vendeur pour attirer les compétences venues d'ailleurs. Voulant préserver leurs territoires de vie, ces entreprises ont fait de l'écologie sans le savoir. « *Cette répartition structure le pays du bocage, elle est un atout pour agir, elle est aussi une des causes... de la fragmentation des milieux naturels, de la rupture des corridors écologiques,* » déplore Laurent Desnouhes.

Le Contrat nature a été précisément créé pour accélérer la mise en œuvre des initiatives prises par les entreprises et les collectivités locales pour

corriger cet impact délétère. Il cible en particulier la transparence des zones d'activités vis-à-vis de la biodiversité, en cherchant à proposer un « cadre de référence » de l'aménagement, du ré-aménagement des zones d'activités à partir d'expérimentations conduites par 5 communautés de communes de l'Est Vendée soutenu par le Conseil Régional des Pays de la Loire.

Concrètement, les leviers d'actions sont nombreux exprime Laurent Desnouhes. « *Dans les corridors écologiques, on oublie souvent la trame noire, c'est-à-dire la rupture que constitue pour les animaux les lumières artificielles des villes comme des entreprises. Il faut qu'elles travaillent sur ce sujet.* » Ont-elles besoin de laisser la lumière la nuit ? Souvent, pour les plus grandes, c'est une obligation de sécurité. Derrière laquelle se retranchent d'autres, par habitude. « *On faciliterait aussi la vie des entreprises si une mutualisation de moyens était mise en place avec les collectivités à propos de l'entretien des espaces publics et des espaces privés.* » La mutualisation, un mot énoncé dans tout débat, qui est vite oublié car il se heurte à des routines de gestion et de comptabilité.

« Dans les corridors écologiques, on oublie souvent la trame noire, c'est-à-dire la rupture que constitue pour les animaux les lumières artificielles des villes comme des entreprises. Il faut qu'elles travaillent sur ce sujet. »

Laurent Desnouhes



© Valentin Rapin

LA NATURE EST UNE AMBASSADE

Ne pas réfléchir à la biodiversité, seul dans son coin. Qu'entreprises et collectivités travaillent sur des objectifs communs et concrets. Et qu'elles le disent. Aidée par la consultante Séverine Simonnet qui a élaboré le programme Ecl'or (Engagement collectif pour l'orientation des jeunes), l'entreprise Sylvaplak a commencé par créer un lien avec l'école. « *Je précise d'emblée qu'on n'est pas vraiment sur le thème de la biodiversité, mais sur un programme pour faire découvrir le monde de l'entreprise aux jeunes, avant qu'ils n'arrivent au lycée* », tient à rassurer le directeur de l'entreprise, Guillaume Chopot. Quel rapport entre une visite d'usine et la nature, alors ? « *On fait d'abord découvrir le territoire dans lequel l'usine se trouve. Puis le monde économique, les métiers de l'entreprise etc. De fil en aiguille on arrive au rapport entre nous et l'environnement.* » Ce sont d'ailleurs des questions récurrentes chez les collégiens qui, demain, seront les employés, voire les dirigeants de l'entreprise. « *Ce programme, que partagent 16 entreprises, c'est d'abord une découverte de soi par les élèves eux-mêmes. Qui sont-ils, que veulent-ils, quelle serait leur vie rêvée ?* » détaille Séverine Simonnet. « *Ensuite les entreprises viennent dans les classes, puis les élèves vont dans les entreprises* »

ajoute-t-elle. Les jeunes découvrent le monde économique tel qu'il est et est peu enseigné à l'école. Ils amènent leurs questions pratiques, existentielles... écologiques.

Les entreprises parlent d'elles, entendent, voient, constatent. La nature est bien présente, derrière la question devenue banale « qu'est-ce que vous faites de vos déchets, est-ce que vous polluez ? » Et dans la mesure où parmi ces jeunes il y a les enfants du personnel, il serait hasardeux de ne pas répondre correctement. Les salariés, parlons-en. Chez Kléber-Moreau, ils ont été formés aux questions de biodiversité lors de la pause de midi. « *On prend une demi-heure régulièrement pour parler par exemple des hirondelles de rivage qui nichent dans nos carrières. On montre comment piéger les écrevisses de Louisiane, qui sont invasives.* »

Responsable foncier du carrier, Mickaël Pineau est à un poste qui exige de l'entregent et de la diplomatie. Le sujet nature est plus que sensible, les carrières étant dans l'imaginaire collectif, réputées destructrices. « *On sait bien que c'est faux, nos employés le voient bien : c'est riche.* »

« La qualité de l'environnement social autour de l'entreprise est primordial. Rassurer pour maintenir de bonne relation et ainsi se faire accepter dans le paysage. »

Frédéric Denhez



Par contre, ils peuvent faire mal alors qu'ils pensent bien faire, d'où la nécessité de travailler avec des naturalistes. » Un CPIE leur a ainsi appris à faire attention aux tôles ondulées entreposées : éviter d'y toucher, car les reptiles aiment se tenir dessous. Le dialogue a permis de mettre une porte à un ancien transformateur électrique que Kléber-Moreau envisageait de détruire. « *Il suffisait qu'on nous le dise, et qu'on nous apprenne comment faire : il y avait des chauves-souris dedans, des rhinolophes.* »

La qualité de l'environnement social autour de l'entreprise est primordial.

Rassurer pour maintenir de bonne relation et ainsi se faire accepter dans le paysage. Montrer par exemple que la nature n'est pas qu'une obligation. Kléber-Moreau utilise l'Indice de Qualité Ecologique (IQE) élaboré par le Muséum national d'histoire naturelle en 2006. « *Avec plusieurs sous-indicateurs comme les espèces patrimoniales, invasives, les surfaces non artificialisées etc., on obtient des graphiques en toile d'araignée qui permettent de visualiser nos axes de progrès,* » explique M. Pineau. D'une carrière à l'autre (le groupe en possède neuf), les employés se comparent et les objectifs à atteindre sont définis. « *On voit au fil des années l'évolution de chaque site, cela motive tout le monde.* » Et cela amène les naturalistes qui font les mesures sur le terrain, à cohabiter régulièrement avec le personnel de l'entreprise.

Et puis, un bon indice est sans doute une bonne ambassade vis-à-vis des élus sans lesquels il n'est point de carrière. Responsable foncier, M. Pineau est à l'affût de tout changement dans les documents d'urbanisme et de planification. Il lit la presse locale pour savoir qui a dit quoi sur quel projet. « *On est vite oublié* », dit-il, lorsqu'une majorité municipale est changée. « *Avant, on avait un lien direct avec les maires, cela allait, alors que désormais, c'est plus difficile avec les communautés de communes* ». Ainsi doit-il être présent dans les réunions, les manifestations, pour dire ce qu'est Kléber-Moreau et ce qu'il fait, et qu'il n'est pas l'ennemi des territoires qui creuse des trous. Au contraire, ces trous peuvent amener de nouvelles niches écologiques qui enrichissent la biodiversité locale.



S'EN SERVIR POUR MODIFIER SES PRATIQUES

Dans le monde du vin, on s'adapte depuis longtemps au changement climatique, on sait aussi çà et là vivre avec l'air du temps. Les pesticides n'ont pas une bonne image or, la viticulture en est le premier utilisateur. Elle est une monoculture sur sols pauvres, à laquelle on n'associe pas spontanément le terme biodiversité.

Marie-Anne Simmoneau est cheffe du projet biodiversité du syndicat des producteurs de l'AOC Saumur-Champigny. « *C'est en 2004 que des viticulteurs se sont posé la question de la maîtrise non chimique des insectes nuisibles. Ils ont alors demandé à un chercheur de Bordeaux Sciences Agro de les aider à comprendre les liens entre leurs paysages, les nuisibles et la biodiversité.* » Avec Marteen Van-Elden, c'est le nom de ce chercheur, il est entomologiste, ils ont mis en place une recherche et développement interrogeant les pratiques, notamment le travail du sol. « *Cela a abouti à la mise en place de zones écologiques réservoirs et d'un système de piégeages de nuisibles.* » Des haies et des arbres, et puis des pièges à phéromones pour capter l'attention de la cicadelle verte et des tordeuses. « *Les études de terrain ont ensuite montré que l'introduction*

« Une évolution très agronomique qui n'est venue ni de l'État, ni de l'Europe, ni d'une ONG : le changement est venu de lui-même parmi des viticulteurs soucieux de leur terroir et sans doute aussi de leur santé. »

Frédéric Denhez

de haies, en parcellaires, a un impact négatif sur les ravageurs, sans que l'on sache vraiment pourquoi. » L'hypothèse est que les haies amènent de la diversité dans des paysages viticoles monotones, qui constituerait en soi un obstacle aux parasites, qui se satisferaient de paysages uniformes.

Ces travaux ont diffusé dans le monde des vigneron via des réunions, des lettres d'information et des colloques. « *Dès 2008, quand il s'est agi de refaire le cahier des charges de l'AOC, les vigneron ont interdit le désherbage chimique total des parcelles et imposé à la place un désherbage mécanique ou bien une couverture des sols entre les rangs.* » Une évolution très agronomique qui n'est venue ni de l'État, ni de l'Europe, ni d'une ONG : le changement est venu de lui-même parmi des viticulteurs soucieux de leur terroir et sans doute aussi de leur santé. « *Cela a été porteur, justement parce que ce changement a été voulu par les vigneron, on a donc fait école chez d'autres.* » Depuis, presque deux tiers des vigneron de l'AOC sont passés en bio.

DES GOODIES POUR LE BOCAGE

On ne fait rien seul sans les collectivités, ses salariés, ses collègues, les jeunes, sans travailler avec tout le monde. La biodiversité est une façon de penser le territoire, elle se pense dans le territoire. À un moment, elle peut devenir un vecteur de progrès économique pour l'entreprise, lui conférer une valeur différenciante.

« *De toute façon, aujourd'hui, si l'on veut attirer des jeunes et garder nos talents, on ne peut plus faire autrement* », constate Nicolas Ducept, le P.-D.G. de Mécapack. « *Il nous faut mettre*

en avant et soigner un territoire de qualité, gage d'une bonne qualité de vie. » Encore faut-il le voir avec de bons yeux pour savoir ce que l'on souhaite valoriser auprès des gens que l'on aimerait recruter. M. Ducept a une belle formule : « On fait grandir ce qu'on regarde » Regarder l'employé, le considérer afin qu'il ait vraiment envie de travailler.

Regarder aussi le territoire : « Moi, j'ai pris conscience de tout ce que je ne savais pas lors d'une déambulation dans une zone industrielle guidée par un CPIE. J'ai été bousculé, car j'ai vraiment pris conscience de la faune et de la flore qui aime à venir dans ces zones-là où je pensais qu'il n'y avait rien. » Le territoire où vit son entreprise a dès lors pris une autre dimension, celle d'un milieu complexe à échelles multiples qui ne saurait se mesurer au simple linéaire de haies.

Des biotopes, il en existe donc un peu partout. La diversité est souvent cachée. « Cela m'a changé. J'ai encore plus modifié des pratiques, avec d'autres managers notamment

« On veut montrer que l'on peut rejeter 0 déchet, ne pas polluer tout en créant de la valeur, s'inspirer de la nature, remettre en question les règles des affaires et des marchés, penser local et territorial, donner aux jeunes générations les clés de penser autrement, »

Charles Barreau



© D. Drouet

au contact de l'association RUP-TUR. Par exemple, on ne délivre plus de goodies, mais on plante des arbres à la place des cadeaux pour nos visiteurs, clients et fournisseurs. Chacun se voit offrir 3 m de haies, qui sont plantées chez un agriculteur. » Un partenariat de fait avec le monde agricole qui gère près de 80 % des espaces naturels du Pays de Pouzauges où est implantée l'entreprise. De tout cela il discute avec ses pairs des clubs d'entreprises, et en compagnie d'une bonne vingtaine de ses salariés (il en a 215). « J'attends d'eux qu'ils me proposent des choses pour réduire notre impact environnemental, qu'ils me servent de contre-pouvoir. » Écologique.

Ruptur est une association qui se propose de faciliter la mise en route de projets. Pour son président Charles Barreau : « On veut montrer que l'on peut rejeter 0 déchet, ne pas polluer tout en créant de la valeur, s'inspirer de la nature, remettre en question les règles des affaires et des marchés, penser local et territorial, donner aux jeunes générations les clés de penser autrement, » tout ça en même temps, inspiré de la «blue economy », qui n'est pas l'économie de la mer ou de l'hydrogène mais une économie plus verte que la verte, car elle considère nos déchets comme des matières premières, et privilégie le local, le multiculturel, le collaboratif et le social. Évidemment.

« On fait grandir ce qu'on regarde »

Nicolas Ducept

Parties plus tôt, des entreprises sont allées plus loin, en embauchant des ingénieurs écologues. C'est le cas de Séché-environnement, avec par exemple Marion Touchard. « Quand on vient sur un site, on relaie des messages, directement auprès des salariés et puis au moyen d'expos itinérantes. » Gérant des flux de déchets, attaché à une image pas toujours valorisante, l'entreprise travaille ses implantations en dialoguant en permanence avec associations, collectivités, agriculteurs et riverains.

En s'appuyant sur le référent biodiversité en poste dans chaque site. « *C'est un de nos quatre engagements signés avec l'OFB. On est suivi par la LPO, le Muséum national d'histoire naturelle et des associations locales. Et parmi nos indicateurs de performance, il y a le nombre de salariés sensibilisés au sujet de la biodiversité* ».

Ces engagements ont servi, en 2018, de colonne vertébrale à une ligne de crédit «à impact» signée en 2018. D'un montant de 270 millions d'euros, à échéance 2023, ce mécanisme financier est constitué de deux emprunts à terme pour le refinancement de la dette de l'entreprise, et d'une facilité de crédits renouvelables destinés aux besoins généraux de l'entreprise : les termes de cette ligne de crédit tiennent compte sur la performance de trois indicateurs, l'un est financier, les deux autres sont environnementaux (maintenir un niveau élevé d'autosuffisance énergétique et préserver la biodiversité sur les sites de l'entreprise).

Ce genre de partenariat multipartisme se développe depuis quelques années dans le monde de l'agro-alimentaire. La Boulangère l'a étendu au monde associatif en s'engageant pour 1 % for the Planet, le mouvement philanthropique créé en 2002 par le fondateur de l'entreprise Patagonia. « *On reverse donc un pourcent de notre chiffre d'affaires à des associations qui travaillent sur l'agriculture, l'eau et la biodiversité.* » L'AFAC-agroforesterie, par exemple. Bien connue des écologues, elle travaille à convaincre paysans et collectivités de replanter et d'entretenir des



« On s'engage auprès de nos fournisseurs sur un prix fixe, au-dessus du marché. On n'achète pas le blé selon le cours de la Bourse de Chicago. On signe un contrat pluriannuel avec la coopérative agricole et le meunier »

Hélène Barillet

LA NATURE PEUT ÊTRE UNE PHILOSOPHIE D'ENTREPRISE

Voyons La Boulangère. L'entreprise vendéenne de viennoiserie se veut citoyenne, responsable, éthique. En 2001, sa direction a décidé de s'engager dans le bio et le commerce équitable. Depuis 2017, elle n'achète que de l'électricité « verte. » Deux de ses camions tournent au BioGNV, produit par une unité de méthanisation de Mortagne-sur-Sèvre. Quatre années avant, La Boulangère fondait avec d'autres entreprises le label agri-éthique, certification de commerce équitable « nord-nord » : l'assurance que les fournisseurs sont payés décemment, que les produits sont issus de bonnes pratiques sociales. « *On se fournit en local également, pour le bio,* » Responsable RSE, Hélène Barillet travaille pour une entreprise qui semble cocher toutes les cases de l'engagement environnemental vertueux. « *Pour le blé, il vient de Vendée, des Deux-Sèvres et de Charente-Maritime.* » Un local élargi : il faut entendre sans intermédiaire, pas à proximité immédiate. Pour les œufs bios, elle va jusqu'en Loire-Atlantique. « *En fait, on s'engage auprès de nos fournisseurs sur un prix fixe, au-dessus du marché. On n'achète pas le blé selon le cours de la Bourse de Chicago. On signe un contrat pluriannuel avec la coopérative agricole et le meunier,* » qui est vérifié par un cabinet externe à l'entreprise.

arbres et des haies dans les paysages ruraux. « *Nous soutenons également l'École des Semeurs qui, en Normandie, forme au métier de maraîcher des jeunes en décrochage scolaire. Et puis « Des enfants et des arbres », une autre structure qui permet à des écoliers et des collégiens de planter des arbres chez les paysans.* »

La Boulangère se veut aussi militante en apportant son aide à des associations telles que Artemisia (elle apporte des conseils juridiques aux organisations qui en ont besoin dans leurs combats pour l'environnement), Générations futures, Inf'OGM et SurfRider Europe. La Boulangère est donc contre l'usage des pesticides et des OGM, mais quel rapport peut-elle avoir avec l'ONG fondée par des surfeurs ? « *Il y a leur philosophie, et puis le Projet Ocean campus qui nous parle, car c'est une plateforme virtuelle de ressources pédagogiques sur l'environnement.* »

Lui aussi a signé un partenariat fructueux. Producteur de légumes de plein champ et éleveur bio, président de la SAS Le Champ du Possible, Jonathan Berson travaille notamment avec Fleury-Michon et Système U. « *Pour fixer nos prix, on part du coût de production, on invite les partenaires sur le terrain, on explique notre manière de travailler dans le respect de la nature, et à partir de là, le prix devient secondaire.* »

La juste rémunération finance un groupement d'agriculteurs signataires d'une charte qui va bien au-delà du cahier des charges de l'agriculture biologique, lequel ne va pas bien loin sur les questions d'agronomie et de biodiversité. « *La culture de légumes biologiques de plein champ apporte de la rentabilité ; l'élevage fournit la matière organique, pour équilibrer le système,* » financièrement et agronomiquement. Polyculture-élevage, bétail et bocage, la SAS Le Champ du possible n'a pas vocation à devenir une coopérative traditionnelle qui finit par s'éloigner de sa philosophie initiale. « *Nous continuons de faire évoluer notre charte notamment sur la question de l'autonomie en fumure et de l'apport en matière organique issue exclusivement d'élevages biologiques. Aujourd'hui, on est 13 agriculteurs, sur 7 exploitations, on va investir dans un outil de stockage et de conditionnement qui sera au service des producteurs bio du territoire.* » Des paysans qui travaillent avec des entreprises du pays à améliorer leurs paysages.

La France a toujours du mal avec ses entreprises. Enfermées dans le temps court, regardant leur nombril comptable et financier, écartelées entre fournisseurs et clients soumis au dogme du prix bas, comment pourraient-elles s'intéresser au temps long et à la complexité de la nature ? Quand on fait de l'argent, on est un peu sale. Une entreprise, par définition, pollue et asservit.

« Le monde de l'entreprise a tellement intégré les contingences environnementales qu'il a été, dans certains secteurs, plus vite que l'État sur la question de la biodiversité. »

Frédéric Denhez

Éventuellement, elle fait semblant avec un ou deux coups de com' verte. Cela a été vrai, ça ne l'est plus, car globalement, le monde de l'entreprise a tellement intégré les contingences environnementales qu'il a été, dans certains secteurs, plus vite que l'État sur la question de la biodiversité. Car à attendre des règles et des dates butoir fixées par la loi, qui mettent des années à être écrites et sont susceptibles d'être modifiées d'une législature à une autre, on risque de devoir changer en urgence. Mieux vaut prendre les devants, aller au-delà des demandes et anticiper celles de demain. Les carriés avaient commencé il y a quarante ans, c'est au tour du luxe aujourd'hui et même... du pétrole.

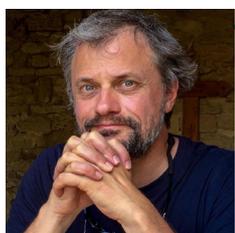
En Vendée, les entreprises veulent maintenir leurs territoires en l'état, leurs bocages qui apaisent les salariés et attirent les jeunes diplômés. Elles font du coup de la protection de l'environnement souvent sans le savoir car lorsqu'on souhaite que le paysage quotidien perdure, on donne à ses éléments constitutifs, les biotopes, les moyens d'exister. Ainsi placée en filigrane l'écologie est un horizon pour l'entreprise, qui l'oblige à mettre le nez dehors, à voir comment elle s'insère dans son territoire, comment de par ses fournisseurs et ses clients elle a un impact sur d'autres territoires ; et à se regarder elle-même : l'écologie interrogeant tous les domaines, tous les capitaux, les stocks et les flux de l'entreprise, elle est un horizon social. Les employés travaillent mal dans la laideur, quelle qu'elle soit.



© A. Lamoureux

Éparpillées, les initiatives de chacune sont a priori anecdotiques, elles ne le sont pas en vérité, car elles sont intrinsèquement utiles et surtout, elles ancrent toutes la biodiversité dans le langage commun, dans la culture collective, elles associent chaque jour un peu plus le temps court de l'économie au temps long de l'écologie. Ce n'est pourtant pas suffisant. Il faut que ça polymérise. Pour cela, c'est l'ensemble de l'écosystème de chaque entreprise qui doit avancer dans le même sens. C'est toute la chaîne de valeur qui doit se verdir en même temps. Usine, fournisseur, client, filiale. L'inertie est forte, seuls peuvent la vaincre l'État, garant de l'intérêt général, et l'opinion publique.

Et puis, et surtout, quelques figures qui donnent envie d'agir parce qu'elles montrent que c'est possible. Il y en avait lors de cette journée.



À PROPOS DE L'AUTEUR

Frédéric Denhez, Ch'ti de naissance, ingénieur écologue de formation, est auteur. Chroniqueur durant dix ans de l'émission CO2, mon amour (France Inter), puis d'Ushuaia Le Mag (Ushuaia TV) et enfin au Magazine de la santé (France 5), il est intervenant régulier de C dans l'Air et La Quotidienne (France 5), Calvi3D et Polonews (BFM) ou encore L'Info s'éclaire (France Info). Il parcourt la France pour participer ou animer des débats, à la rencontre de gens. Frédéric écrit depuis plus de vingt ans sur les questions d'environnement. Considérant l'écologie comme une science sociale, il a longtemps enquêté pour les magazines Géo, National Geographic France et Ca M'intéresse. Dans ses derniers livres, il questionne le système alimentaire par ses aspects agricoles, environnementaux et socio-économiques. Les deux éditions de son livre sur les sols ont eu un impact important dans le monde scientifique et agricole.

ILS ÉTAIENT PRÉSENTS



ILS NOUS SOUTIENNENT



REVOIR LES ADDT

